

---

**Rapport provisoire de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada  
Pas d'autorisation ni de financement public pour Laurentia,  
demande SOS Port de Québec**

**Québec, le 16 novembre 2020** - Aucune autorisation gouvernementale, ni argent public ne doit avaliser le projet Laurentia, estiment Nature Québec, Accès Saint-Laurent-Beauport, le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM), l'Initiative citoyenne de vigilance du Port de Québec, Équiterre et Transition Capitale-Nationale. Les groupes formant la coalition SOS Port de Québec réagissent au [rapport](#) provisoire de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AÉIC) qui estime que le projet d'agrandissement du Port aurait des « effets environnementaux négatifs importants ».

« Le rapport provisoire de l'AÉIC a exposé les nombreuses failles sociales, environnementales et économiques du projet Laurentia. Si le projet voit le jour, il entraînerait des impacts négatifs importants sur les résident-es et l'environnement de Québec. Voilà pourquoi plus de 15 000 personnes ont signé une pétition contre ce projet destructeur », explique Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.

SOS Port de Québec rappelle que le PDG de l'Administration portuaire a essayé de forcer la main des gouvernements pour qu'ils annoncent des investissements publics de l'ordre de 180 millions \$ dans le projet avant la sortie du rapport provisoire de l'AÉIC. « Avant même les conclusions de l'Agence, les appels de Mario Girard laissaient entendre que ce projet improvisé n'est pas viable économiquement sans participation des gouvernements. Avec les lacunes exposées aujourd'hui, il est clair que Laurentia va devenir un gouffre de centaines de millions de dollars en fonds publics », dénonce Véronique Lalande de l'Initiative citoyenne de vigilance du Port de Québec.

Les groupes membres de la coalition indiquent qu'ils vont faire pression auprès des gouvernements provincial et fédéral dans les prochaines semaines pour s'assurer qu'aucune autorisation, ni fonds public ne soient accordés pour Laurentia. « En pleine période de déficits anticipés rendant hypothétiques les efforts de relance économique, nous devons faire des choix pour s'assurer que l'argent public va au bon endroit. Pourquoi investir près de 200 millions \$ de notre argent pour favoriser le passage de marchandise étrangère sur notre territoire, alors que les appels à acheter local pour relancer l'économie se font entendre partout au Québec? », se questionne Pierre-Paul Sénéchal du GIRAM.

Le projet Laurentia entraînerait une augmentation importante du transport de marchandises par train et camion sur des artères déjà hautement achalandées et dans le voisinage immédiat de quartiers résidentiels, dont plusieurs centaines de passages de poids lourds chaque semaine dans Maizerets et Limoilou. « Les activités du Port de Québec posent déjà

plusieurs irritants sur les populations avoisinantes. L'ajout important de camionnage et de transport ferroviaire ne fera qu'accroître les désagréments. Il est écrit dans le ciel que cela rendra encore plus difficile la cohabitation du Port avec son voisinage », affirme Alizée Cauchon, analyste aux relations gouvernementales chez Équiterre.

Ce projet menace aussi l'environnement, puisqu'il détruirait l'équivalent de 72 terrains de football de milieux naturels et augmenterait le trafic maritime. La construction de Laurentia aurait des impacts négatifs permanents sur de nombreuses espèces, notamment le bar rayé qui fut considéré un temps comme disparu et qui est toujours menacé. Le trafic maritime accru et le dragage de sédiments, dont certains fortement contaminés, auraient même des impacts sur le Saint-Laurent dans son ensemble en aval de Québec, menaçant le fonctionnement d'un écosystème d'une richesse exceptionnelle.

Si le projet voit le jour, la Baie de Beauport et la façade maritime de Québec seraient défigurées à tout jamais. « Nous invitons les gouvernements provincial et fédéral à refuser ce projet écocide, improvisé et bancal, dont la cicatrice qu'il laissera dans des quartiers en plein développement risquerait de porter leur nom pour des décennies. Il y a mieux à faire pour le centre-ville et la Baie de Beauport », affirme Daniel Guay d'Accès Saint-Laurent-Beauport.

Laurentia ne réglerait en rien les problèmes de pollution atmosphérique et de vétusté des installations actuelles qui posent une menace pour les citoyen-nes qui vivent près du Port. « L'argent des contribuables ne doit absolument pas aller dans un projet aux retombées hypothétiques, mais aux conséquences claires en termes de dévastation. Si les gouvernements investissent dans le Port de Québec, ce doit être exclusivement pour financer un nécessaire projet de modernisation, de nettoyage et de mise sous couvert de ses installations », conclut Lucie Bergeron de Transition Capitale-Nationale.

-30-

**Pour information :**

Alice-Anne Simard, Nature Québec  
418-803-4992  
alice-anne.simard@naturequebec.org